

## Les stratégies pour l'émergence de la République Démocratique du Congo au rang d'une puissance régionale en Afrique Subsaharienne

### [ Strategies for the emergence of the Democratic Republic of Congo to the status of a regional power in Sub-Saharan Africa ]

ETOYI ESELA Fidèle<sup>1</sup>, OTSHUDI SHOTSHA Augustin<sup>2</sup>, and MBAYA MUMPUNGA Hervé<sup>3</sup>

<sup>1</sup>Assistant et doctorant à L'Université de Lubumbashi, Département des Relations Internationales, RD Congo

<sup>2</sup>Assistant et doctorant à L'Université de Lubumbashi, Département des Relations Internationales, RD Congo

<sup>3</sup>Assistant et doctorant à L'Université de Lubumbashi, Département des Relations Internationales, RD Congo

---

Copyright © 2016 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** The study on 'Strategies for the emergence of the Democratic Republic of Congo to the rank of a regional power in Sub-Saharan Africa', is a reflection that takes root from the observation in the stagnation of emergence of the Democratic Republic of Congo to the status of a regional power though it has potentialities. Starting with a question " *What are the preliminary challenges and what are the strategies of emergence of the Democratic Republic of Congo as a regional power in Sub-Saharan Africa?* ", It has been revealed that the Democratic Republic of Congo should really face the preliminary challenges in order to emerge, as the following; poverty, hunger, education, peace, security and good governance. In Addition to this, we will cite also the industrial improvement for a productive recovery, knowing that without a reliable industrial growth, there will not be neither global nor inclusive growth, we have not a real prosperity that can enable structural resilience of the Congolese economy. It should also be better to think of joining strong and stable institutions that could regulate this growth in order to enable a balanced share of wealth. The National cohesion based on peaceful environment and security will lead to societal harmony, the restarting of the emergence and development of the country. Without this cohesion, the Democratic Republic of Congo will always live bad experience of instability, dislocated if divided against itself in all its political, economic and sociocultural area, and this will result in a State in crisis, regarding the Hegel's meaning "the highest unity, catalyzing both the family and civil society" in short of the entity "State-Nation-People", to each of us belongs.

**KEYWORDS:** Economy, Emergence, Power, Strategies, Region, Governance, State.

**RESUME:** L'étude menée sur 'Les stratégies pour l'émergence de la République démocratique du Congo au rang d'une Puissance Régionale en Afrique Subsaharienne', se veut une réflexion qui trouve son soubassement sur un constat, celui de la stagnation de l'émergence de la République démocratique du Congo au rang d'une puissance régionale pendant que cette dernière a des potentialités. Partant d'une interrogation " *Quelles sont les défis préliminaires et quelles en sont les stratégies d'émergence de la République démocratique du Congo en tant qu'une puissance régionale en Afrique Subsaharienne ?* ", nous dévoilons que la République démocratique du Congo devrait pour une réelle émergence miser sur la levée des défis préliminaires, notamment la pauvreté et la faim, l'éducation, paix et sécurité ainsi que la bonne gouvernance. Ajoutons à cela le rattrapage industriel pour un redressement productif, car sans une croissance industrielle viable, il n'y a pas de croissance inclusive ou partagée, il n'y a pas de réelle prospérité pouvant permettre une résilience structurelle de l'économie congolaise. Il y a lieu de penser aussi à des institutions fortes et solides capables de réguler cette croissance afin de permettre un partage équilibré des richesses. Une cohésion nationale sur fond d'un climat de paix et de sécurité

donnera lieu à une harmonie sociétale, une renaissance pour l'émergence développementale du pays. Sans cette cohésion, la République démocratique du Congo vivra toujours l'expérience d'une société déchirée, désarticulée sinon divisée contre elle-même dans l'ensemble de ses composantes politiques, économiques et socioculturelle, et celle d'un État en crise, entendu au sens de Hegel de « l'unité la plus haute, synthétisant à la fois la famille et la société civile », bref de l'entité « État-Nation-Peuple », dont chacun d'entre nous fait partie.

**MOTS-CLEFS:** Economie, Émergence, Puissance, Stratégies, Région, gouvernance, Etat.

## 1 INTRODUCTION

La notion d'émergence est une variation, adaptée à la mondialisation en cours, sur le même thème de « décollage ». Elle marque un réel point tournant, faisant passer un pays pauvre d'un équilibre de faible croissance à un meilleur équilibre de croissance forte et durable.<sup>1</sup> Partant de cette acception, la République Démocratique du Congo, entant qu'une nation doit aspirer à un changement, celui d'un développement intégral permettant à chacun de ses citoyens de vivre une vie qui a de la valeur à ses yeux.

Notons que depuis plus d'une décennie, le débat sur la problématique de l'émergence de la République démocratique Congo entant qu'une puissance émergente a commencé à gagner non seulement les espaces scientifiques mais aussi et surtout ceux de la classe politique congolaise. Et pourtant, la portée de la notion de l'émergence dans un pays renvoie surtout à son cadre macroéconomique qui doit absolument faire preuve d'une forte croissance et une insertion dans l'économie mondiale. Or, la situation économique de la République démocratique du Congo s'avère moins propice pour une éventuelle émergence malgré les discours propagandistes qui tablent sur une stabilité du cadre macroéconomique. Cette économie comme l'indique Esambu Matenda Jean bosco Germain est caractérisée par la prédominance des exportations des matières premières et des importations des produits manufacturés, un circuit bancaire peu fiable n'offrant pas assez de possibilités de réaliser les transactions financières à l'échelle internationale, un circuit commercial quasiment incontrôlé, un marché monétaire externalisé, une taxation douanière exorbitante, une fraude fiscale<sup>2</sup>.

Au regard de la théorie de l'économie politique internationale, nous recadrons cette étude dans l'ongle de la théorie de l'émergence qui postule qu'une *économie de l'émergence* serait l'analyse des faits économiques pensables séparément des faits politiques, ceux-ci étant ramenés à un ensemble de contraintes externes, stables, exogènes à un modèle d'évaluation du monde par les agents économiques et d'action.<sup>3</sup> C'est pour autant dire que l'émergence constitue une étape décisive vers la convergence et le développement intégral. Il donne de ce fait, des ressorts pour accélérer la marche vers la convergence et le développement intégral. La convergence étant un processus de longue haleine, le pays pauvre doit d'abord viser à atteindre un stade intermédiaire qu'on peut qualifier d'émergence.<sup>4</sup> Voilà comment, il est pertinent que la République démocratique du Congo postule à l'émergence économique. Dans cet optique l'approche libérale fait assoir la portée scientifique de cette étude d'autant plus que le libéralisme favorise l'entreprise privée et une innovation toujours soutenue des initiatives lesquelles, pour être efficaces, doivent être partagées et enrichies non seulement au sein des espaces nationaux, mais aussi à l'échelle internationale. La coopération entre les Etats devient nécessaire et aide à rendre complémentaires leurs intérêts respectifs. Les intérêts nationaux deviennent dans une certaine mesure des intérêts communs et partagés. Ce courant concurrence certainement le réalisme en rejetant la thèse selon laquelle les relations internationales sont naturellement conflictuelles du fait que les États sont toujours disposés à recourir aux armes pour se faire justice quand leurs intérêts sont menacés. Les intérêts ne sont pas toujours en confrontation, ils peuvent aussi être complémentaires pour obliger à une coopération et une union des forces. Le libéralisme insistent sur la primauté des droits naturels des individus dans le domaine politique et dans le secteur économique ainsi que sur la nécessité de limiter le rôle de

<sup>1</sup>Moubarack L.O, « l'émergence économique des nations: définition et mesure », disponible en ligne sur [www.afdb.org](http://www.afdb.org) consulté le 26/06/2015

<sup>2</sup> Esambu Matenda J.B.G., *Conflicts identitaires et enjeux économiques internationaux dans la région des grands lacs*, Paris, Col point de vue L'Harmattan, 2014, p. 117

<sup>3</sup>Ruet J., « L'émergence est une économie politique. Vers une économie politique comparée de l'industrialisation et de la globalisation industrielle en Chine et en Inde. », *Revue internationale de politique comparée* 3/2011 (Vol. 18), pp. 69-93

<sup>4</sup> Moubarack LO, « Formulation de la vision, des objectifs généraux et spécifiques ainsi que les résultats attendus pour atteindre le niveau d'émergence économique et sociale, » Dakar, Sénégal

l'Etat qui doit promouvoir les échanges entre ces individus en créant des conditions politiques, économiques et sociales favorables au marché considéré comme le lieu essentiel où doivent se réaliser les aspirations au bien-être de ces mêmes individus<sup>5</sup>

Au regard de cet état de chose, il y a lieu de soulever une question pouvant mieux orienter cette étude : ***Quelles sont les défis préliminaires et quelles en sont les stratégies d'émergence de la République démocratique du Congo en tant qu'une puissance régionale en Afrique Subsaharienne ?***

En effet, la République démocratique du Congo devrait pour une réelle émergence miser sur la levée des défis préliminaires, notamment la pauvreté et la faim, l'éducation, paix et sécurité ainsi que la bonne gouvernance. Ajoutons à cela le rattrapage industriel pour un redressement productif, car sans une croissance industrielle viable, il n'y a pas de croissance inclusive ou partagée, il n'y a pas de réelle prospérité pouvant permettre une résilience structurelle de l'économie congolaise. Il y a lieu de penser aussi à des institutions fortes et solides capables de réguler cette croissance afin de permettre un partage équilibré des richesses. Une cohésion nationale sur fond d'un climat de paix et de sécurité donnera lieu à une harmonie sociétale, une renaissance pour l'émergence développementale du pays. Sans cette cohésion, la République démocratique du Congo vivra toujours l'expérience d'une société déchirée, désarticulée sinon divisée contre elle-même dans l'ensemble de ses composantes politiques, économiques et socioculturelle, et celle d'un État en crise, entendu au sens de Hegel<sup>6</sup> de « l'unité la plus haute, synthétisant à la fois la famille et la société civile », bref de l'entité « État-Nation-Peuple », dont chacun d'entre nous fait partie.

Bien plus, dans le cadre de cette dissertation, nos analyses vont s'axer primo sur une approche théorique, secundo, elles vont dresser un bref aperçu de l'économie congolaise et ses caractéristiques, tertio, présenter les défis préliminaires de l'émergence économique de la République démocratique du Congo, quarto, développer les stratégies de l'émergence de la RDC et enfin une conclusion mettra un terme à ces cogitations.

## **2 L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE : NOTION ET DÉFINITIONS**

La notion de pays émergent ne correspond à aucune définition économique précise, elle correspond plutôt à une notion assez floue qui peut varier d'un auteur à un autre et surtout dans le temps. Le concept est né dans les années 1980 avec le développement des marchés boursiers dans les pays en développement. On attribue à Antoine Van Agtmael, économiste néerlandais à la Société financière internationale, en 1981, la première utilisation de l'expression, pour parler de pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs. On peut toutefois dire que l'expression "pays émergent" représente les pays en développement qui ne font pas partie des pays les moins avancés (PMA). On peut toutefois reconnaître quelques critères communs à l'ensemble des pays de ce groupe : IDH et PIB inférieur aux pays développés, croissance économique forte, part croissante dans l'économie mondiale. Donc des pays qui ont tendance à voir plusieurs indicateurs (notamment économiques) à la hausse de façon conséquente et qui s'approchent petit à petit du groupe des pays développés.

L'appartenance à ce groupe n'est pas figée : Par exemple, la Corée du Sud ou Singapour, anciens pays émergents, font désormais partie du groupe des pays développés. Voici une liste de pays que l'on trouve fréquemment dans les pays dit émergent : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Chili, Égypte, Hongrie, Iran, Indonésie, Malaisie, Mexique, Nigeria, Pakistan, Pologne, Philippines, Taïwan, Thaïlande, Turquie, Ukraine, Vietnam...Le poids des pays émergents dans le PIB mondial est passé de 27,4% en 1992 à plus de 40% en 2011, et atteindrait plus de 45% en 2017 selon le FMI . En 2014, Coface donne une liste de 10 « nouveaux émergents » qui remplissent tous les critères. Mais ces pays ne sont pas égaux en matière d'environnement des affaires dont les lacunes peuvent brider la croissance. Ce qui conduit Coface à en distinguer 2 groupes : la Colombie, l'Indonésie, le Pérou, les Philippines et le Sri Lanka bénéficient d'un climat des affaires convenable (A4 ou B), niveau similaire à celui des BRICS aujourd'hui. Le Kenya, la Tanzanie, la Zambie, le Bangladesh et

---

<sup>5</sup> Tshimpanga M K., Théories Et Doctrines Des Relations Internationales, Notes de cours de troisième graduat Relations Internationales, Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives, UNILU, Année académique 2014-2015, pp. 36-35

<sup>6</sup>Hegel G.W.F., *Principes de la philosophie du droit*, 1820, p.12

l’Ethiopie sont soumis à un environnement des affaires très difficile (évaluation C) ou extrêmement difficile (évaluation D), ce qui pourrait être un frein à l’exploitation de leur potentiel.<sup>7</sup>

Partant de ce postulat, les économistes séparent traditionnellement les nations du monde en deux groupes : celui des pays développés et celui des pays en développement (ou du tiers monde). Parfois, un sous-groupe des pays moins avancés est identifié au sein du second groupe, visant les pays les plus pauvres parmi les pauvres et caractérisés par un revenu par tête faible. Récemment, les termes de pays émergent et de marché émergent ont également fait leur apparition dans la littérature, désignant les pays les plus dynamiques parmi les pays en voie de développement et les mieux intégrés dans l’économie désormais mondialisée, sans qu’une définition exacte soit élaborée à cet effet, encore moins des éléments de mesure discriminants.

Émerger se veut un *phénomène qui s’impose à l’attention par sa valeur*. Subséquemment, on peut considérer qu’un pays, anciennement pauvre, émerge lorsqu’il suscite l’intérêt et se démarque de la masse des nations sous développées et situées en marge des échanges mondiaux de biens, de services et d’idées. Mais, à partir de quel moment, dans son cheminement vers le progrès économique, peut-on considérer qu’un pays est réellement devenu émergent ? Cette question est d’autant plus pertinente qu’aujourd’hui plusieurs pays, sur tous les continents, prétendent avoir atteint le stade de l’émergence. Et, il est d’autant plus difficile de les départager qu’il n’existe à ce jour aucune définition consensuelle de la notion d’émergence. La même problématique se posait avec le concept de « décollage » de Walt W. Rostow.<sup>8</sup>

Walt W. Rostow (1960)<sup>9</sup> considère cinq étapes par lesquelles passent tous les pays: la société traditionnelle, l’émergence des pre-conditions du décollage, le décollage, la marche vers la maturité et l’ère de la consommation de masse. La *phase du décollage* étant la plus importante pour les pays en développement. Il s’agit d’une période ou « *l’échelle d’activité économique productive atteint un niveau critique et produit des changements qualitatifs qui mènent à une transformation structurelle massive et progressive dans l’économie et la société* ».

Le décollage requiert trois conditions :

- ✓ une hausse du taux d’investissement productif, passant par exemple de 15% à 30% du PIB ;
- ✓ le développement d’un ou plusieurs secteurs manufacturiers, avec un fort rythme de croissance ;
- ✓ l’existence ou l’émergence rapide d’un système politique, social et institutionnel qui, en exploitant finement l’expansion initiale dans le secteur moderne et les potentiels effets externes économiques du décollage, arrive à donner à la croissance un caractère continu.

Bien plus, le concept d’émergence viendrait ainsi apporter une grande contribution à la théorie du développement. Car, jusqu’ici le seul but fixé aux nations pauvres est de chercher à converger avec les pays riches. Or, la convergence est un chantier de longue portée (des dizaines voire des centaines d’années), comme en atteste l’histoire économique contemporaine.<sup>10</sup>

Par ailleurs, en relations internationales, l’émergence devient une thématique suscitant un intérêt de plus en plus marqué. Entendue comme un processus d’ascension dans la hiérarchie du système international, elle caractérise d’abord l’acquisition des marques de la puissance économique ensuite converties sur le plan politique et stratégique, d’abord régional, ensuite international. Une telle conception de l’émergence n’est pas indépendante du point de vue de celui ou de ceux qui la formulent. En effet, l’émergence a d’abord existé dans la perception de ces pays au statut de puissance traditionnelle (Amérique du Nord, Europe de l’Ouest) qui ont vu leur prédominance progressivement s’éroder, sur les plans économique, diplomatique et stratégique, au profit de ces pays auparavant plus discrets : Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud, Turquie. Leurs dynamiques suscitent un mélange d’inquiétude et de fascination, en particulier dans le contexte fragilisant de crise économique à l’échelle mondiale. Les taux de croissance économique insolents qu’ils affichent, leur propension à former une coalition d’intérêts stratégiques contrebalançant l’union des puissances traditionnelles au sein des institutions internationales (en vue de la réforme du Conseil de Sécurité de l’ONU par exemple), le déploiement discursif et matériel de

<sup>7</sup> Dictionnaire du commerce international, « Définition de pays émergent » disponible en ligne sur <http://www.glossaire-international.com> consulté le 30/06/2015 à 19h 49’

<sup>8</sup> Moubarack L.O, Art.cit, consulté le 26/06/2015

<sup>9</sup> Walt W. R., « les étapes du développement économique », Paris, Seuil, 1960, p.25

<sup>10</sup> Moubarack L.O, Art.cit, consulté le 26/06/2015

leurs réseaux diplomatiques sont autant de signes révélateurs d'un rapport de force en pleine transformation. Il est également curieux de constater que cette étiquette (l'émergence) apposée à un groupe d'acteurs (les puissances traditionnelles) à un autre (les pays dits émergents) n'est pas totalement partagée par les seconds. D'abord parce qu'il existe une volonté de ne pas se revendiquer ou, du moins, de ne pas s'assumer en tant qu'émergent, cela pouvant activer les peurs et les méfiances précédemment évoquées. S'affirmer en tant qu'émergent reviendrait à clamer tout haut des prétentions et, par la même occasion, s'investir des responsabilités que cela suppose, à savoir un positionnement clair sur des débats internationaux clivant.<sup>11</sup>

Dans les lignes qui suivent, nous présentons un bref aperçu de l'économie congolaise et ses caractéristiques.

### **3 BREF APERÇU DE L'ECONOMIE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET SES CARACTERISTIQUES**

#### **3.1 BREF RESUME DES GRANDES EVOLUTIONS DE L'ECONOMIE CONGOLAISE DEPUIS 1960 JUSQU'EN 2014**

##### **3.1.1 CROISSANCE ET INFLATION MODÉRÉE**

Forte des infrastructures et de l'organisation issue de la colonisation, l'économie congolaise est marquée, au cours de la période de 1960 à 1973 par l'accumulation des richesses intérieures. Ce processus a été toutefois affecté par les turbulences politiques de cinq premières années de l'Indépendance et les faiblesses au niveau de la gestion des Finances Publiques.

Les efforts de redressement économique entrepris entre fin 1967 et fin 1973 ont permis de rehausser la croissance économique. Ils ont coïncidé avec un environnement international favorable porté par la hausse du cours du Cuivre. Ces deux éléments ont déterminé les résultats positifs enregistrés au cours de cette période caractérisée par une croissance du PIB réel de 2,7% et une hausse du niveau général des prix de 27% en moyenne annuelle.<sup>12</sup>

##### **3.1.2 RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ET INFLATION OUVERTE**

Cette période, marquée par une croissance de 0,03% et une inflation de 57,6% en moyenne annuelle, comprend deux phases :

La phase de 1974 à 1982 est caractérisée par des mauvais choix en matière de politique économique ayant abouti au surendettement du pays dans le cadre de financement des grands travaux (INGA I et II, CCIZ, Sidérurgie de MALUKU...) sous le sceau de la corruption et de rétro-commissions.

Dans un contexte international caractérisé par deux chocs pétroliers (quintuplement et quadruplement du prix du baril respectivement en 1973 et 1976) et la chute du cours du Cuivre en 1975 (après l'échec de la stratégie mise en œuvre par le CIPEC, Conseil Intergouvernemental des Pays Producteurs et Exportateurs du Cuivre), les mesures ratées de Zaïrianisation ou nationalisation, de Radicalisation ou Étatisation et enfin de Rétrocession, la gestion peu orthodoxe des Finances Publiques, le caractère accommodant de la politique monétaire et les coûts liés à l'ajustement tardif de la politique de change (passage avec beaucoup de retards de la fixité du régime des changes au flottement) ont eu comme conséquences l'arrêt du processus de création des richesses intérieures.

La phase de 1983 à 1989 est celle des efforts d'ajustement de l'économie grâce aux mesures d'assainissement de la politique budgétaire et des réformes entreprises au niveau de la politique monétaire (libéralisation des taux d'intérêt), de la politique de change (adoption du régime des changes flottants et assouplissement de la réglementation de change). Toutefois, ces politiques de gestion de la demande n'ont pas été relayées par des politiques de portée structurelle et des initiatives de développement.<sup>13</sup>

---

<sup>11</sup> Regragui, I. Editorial. *Perspectives Internationales*, avril-septembre 2012, n° 2, p. 7-8.

<sup>12</sup> « Situation économique et sociale de la RDC » disponible en ligne sur [www.investindrc.cd/fr/spip.php](http://www.investindrc.cd/fr/spip.php) consulté le 12/05/2015

<sup>13</sup> Idem

### 3.1.3 DECLIN DE LA CROISSANCE, DESTRUCTION DES RICHESSES, HYPERINFLATION ET PAUPERISATION GENERALISEE DE LA POPULATION

La période de 1989 à 2001 est celle du déclin de l'économie et de la société congolaise. La longue transition politique marque non seulement le couronnement de l'instabilité institutionnelle (plus de 12 gouvernements en l'espace de 10 ans) mais surtout de malaises sociaux (événements de LUBUMBASHI en 1990, conflits interethniques en 1991 et 1992, grèves, contestations populaires, villes mortes...) et économiques (hyperinflation, pillages de l'outil de production et de commercialisation des entreprises en 1991 et 1993, rupture de la coopération bilatérale et multilatérale..).

Le désordre des Finances Publiques est attesté par des déficits insoutenables du trésor financés presque exclusivement par les avances directes de la Banque Centrale avec comme conséquence la dépréciation rapide du taux de change et la hausse vertigineuse des prix intérieurs, respectivement 98% et 9800% en 1994. Les conflits armés, après l'échec de la Conférence Nationale, ont eu des impacts graves tant sur la situation sociale qu'économique. Au cours de cette période, le PIB Réel a reculé de 4,5% en moyenne. La hausse du niveau général des prix a été de près de 2.000 % en moyenne. L'incidence de la pauvreté est établie en moyenne à 80% et le taux de chômage à 84%.<sup>14</sup>

### 3.1.4 REPRISE DE LA CROISSANCE ET INFLATION SOUS CONTROLE (2001 A NOS JOURS)

Au cours de cette période, coïncidant avec la reprise de la coopération multilatérale et bilatérale, les résultats économiques ont été surtout le fait de l'application des politiques économiques conjoncturelles restrictives et de certaines réformes structurelles de première génération (partenariat dans le secteur minier, guichet unique au Port de MATADI, mise en place de la chaîne la dépense, indépendance de la Banque Centrale, liquidation des banques en difficulté).

Ces politiques ont permis de casser l'hyperinflation (hausse du niveau général des prix de 17% en moyenne annuelle, de relancer la croissance économique, de réduire le chômage (passant de 84% à 40 % en moyenne) et la pauvreté de 80% à 63%.

Au cours de ces trois dernières années (2012 à 2014), les résultats économiques de la RDC ont été remarquables au plan de la croissance économique (moyenne de 8,2% contre 5,3% pour l'Afrique Subsaharienne) et de l'inflation (1,6% en moyenne contre 7,1% pour l'Afrique Subsaharienne). Cette croissance demeure résiliente : située à 6,1% en moyenne, cinq ans avant la crise financière de 2009 où elle est tombée à 2,8%, la variation du PIB réel est passée à 7,7% cinq ans après. Pour l'Afrique au Sud du Sahara, de 7,1% avant la crise où elle a été ramenée à 4,1%, la croissance est établie à 5,3%, cinq ans après. Au regard de l'amélioration de la croissance dans un environnement de faible inflation, le ratio de sacrifice de l'économie congolaise est quasi nul.

Cependant, des faiblesses continuent à caractériser la mobilisation des recettes internes (rapport recettes publiques hors dons de 13,9% en moyenne en pourcentage du PIB contre 21,1% pour l'Afrique Subsaharienne), le niveau des réserves (2 mois d'autonomie pour 5,2 pour l'Afrique), l'accès au marché d'emploi (surtout pour les jeunes et les femmes), la qualité des infrastructures. C'est à quoi s'attelle présentement le Gouvernement dont la préoccupation majeure est la transformation structurelle de l'économie en vue de l'accélération de l'émergence. Sur ce, tous les projets d'investissements privés qui viennent se greffer dans ce processus de transformation ne pourront qu'être soutenus et encouragés par les Autorités à travers l'Agence Nationale de Promotion pour les investissements.

Le regain de l'activité économique au cours de la décennie 2000 reste principalement marqué par les performances enregistrées au niveau du secteur primaire (principalement l'extraction minière et pétrolière). En effet, entre 2010 et 2014, la contribution moyenne de ce secteur à la croissance a été de 67,9%, nettement supérieure à sa contribution moyenne avant 2009 qui s'élevait à environ 17,6% entre 2006 et 2008. Le secteur secondaire (manufacture, bâtiments, industrie alimentaire) s'est également montré résilient avec une contribution moyenne de 11,7% après 2009 contre 2,6% entre 2006 et 2008.<sup>15</sup>

## 3.2 CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISES

- a. La prédominance des importations des produits manufacturés. Les citoyens sont soumis à un régime d'importation des biens et services concourant à leur survie

<sup>14</sup> « Situation économique et sociale de la RDC » disponible en ligne sur [www.investindrc.cd/fr/spip.php](http://www.investindrc.cd/fr/spip.php) consulté le 12/05/2015

<sup>15</sup> « Situation économique et sociale de la RDC » disponible en ligne sur [www.investindrc.cd/fr/spip.php](http://www.investindrc.cd/fr/spip.php) consulté le 12/05/2015

- b. A l'inverse, la prédominance des exportations des matières premières s'affiche en raison de la nécessité d'obtenir des devises étrangères, l'écoulement des produits miniers extraits et la défense des relations diplomatiques avec le reste du monde. Depuis la colonisation, l'exploitation minière suscite une économie extravertie.<sup>16</sup>
- c. Un circuit bancaire peu fiable n'offrant pas assez de possibilité de réaliser les transactions financières à l'échelle internationale en un temps record
- d. Un marché monétairement externalisé du fait de l'absence de confiance dans la monnaie nationale. Le franc congolais est remplacé par le dollar américain et les monnaies des pays voisins selon la sphère de désirabilité
- e. Un circuit commercial quasiment incontrôlé offrant des marges bénéficiaires les plus enrichissantes
- f. Une taxation douanière la plus exorbitante (après USA) pouvant atteindre 75% du coût d'achat de la marchandise
- g. Une grande fraude fiscale dépassant 70% et datant de plusieurs décennies venant d'être nourrie par la création de trop d'impôts tuant l'impôt.<sup>17</sup>

Le point suivant, nous décrit les défis préliminaires de la République démocratique du Congo.

#### **4 LES DÉFIS PRÉLIMINAIRES DE L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

##### **4.1 LA PAUVRETÉ ET LA FAIM**

Suivant les statistiques de la Banque Centrale du Congo, la RDC a exporté 919.588 tonnes de cuivre en 2013 et 76.517 tonnes de cobalt la même année. Entretemps, la pauvreté est omniprésente. La misère sociale continue à s'aggraver à l'ombre de ces exportations. En République démocratique du Congo, le taux de pauvreté évalué à 71% reste parmi les plus élevés d'Afrique où, selon la Banque mondiale, « plus du tiers des personnes vivant avec moins de 1,25 USD par jour vivent en Afrique subsaharienne qui comptait 414 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté sur un total de 1,2 milliard recensées dans le monde en 2010, soit une proportion de 34 %. Évalué à 71%, le taux de pauvreté de la RDC reste parmi les plus élevés d'Afrique. Et l'Indice de développement humain (IDH) est estimé à 0,239 en 2010 contre une moyenne de 0,389 pour les pays d'Afrique subsaharien

Par ailleurs, l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) plaçait en 2013 la RD Congo au 186ème rang du classement. Et ce, malgré des « améliorations marquantes, une espérance vie qui est passée de 45,7 ans à 48,7 ans entre 2000 et 2012, une durée moyenne de scolarisation de 4,4 ans à 8,5 ans ainsi qu'un revenu par habitant qui a augmenté de 237 à 319 USD par habitant et par an, soit 34,6% .

Une étude de l'Université d'Oxford, demandée par le PNUD, renseigne que « 87,7% de la population en RDC vit en dessous du seuil de la pauvreté fixé à 1,25 USD par jour, près des trois quarts (74%) vivent en dessous du seuil de pauvreté multidimensionnel qui tient compte de l'accès aux soins, à la santé et à l'alimentation.<sup>18</sup>

##### **INDICES ET CARACTÉRISTIQUES DE LA PAUVRETÉ**

###### **A. INCIDENCE GLOBALE DE LA PAUVRETÉ**

Pour l'ensemble du pays, l'incidence de la pauvreté (71,34%) est très élevée si on la compare à celle des autres pays de l'Afrique centrale. Il en est également de la profondeur (32,23%) et de la sévérité de la pauvreté (18,02%).

---

<sup>16</sup> Cordellier S., *Le Dictionnaire historique et Géopolitique du 20<sup>e</sup> siècle*, cité par Esambu Matenda J.B.G., *Conflits identitaires et enjeux économiques internationaux dans la région des Grands Lacs*, Col. Point de vue, L'Harmattan, Paris, 2014, p. 123

<sup>17</sup> Esambu Matenda J.B.G., *Op.cit.*, p. 123

<sup>18</sup> Mobateli A., « Le Sénat stigmatise la pauvreté omniprésente et la misère sociale en RDC » disponible en ligne sur [www.depeche.com](http://www.depeche.com), publié le samedi 15 mars 2014 12:59, consulté le 28/09/2015

## B. DISPARITÉS SPATIALES DE LA PAUVRETÉ

Milieu de résidence : l'incidence de la pauvreté est plus élevée en milieu rural (75,72%) qu'en milieu urbain (61,49%). La même évidence se retrouve au niveau de l'ampleur et de la sévérité de la pauvreté. Les populations qui vivent dans le milieu urbain sont donc plus favorisées que celles qui vivent dans le milieu rural. Le même fait s'observe en ce qui concerne la vulnérabilité à la pauvreté. Cette évidence tend à favoriser l'exode rural en République démocratique du Congo.

Disparités entre provinces : les disparités entre le milieu urbain et le milieu rural s'observent également entre les différentes provinces du pays. Trois provinces comptent près de 85% de pauvres et plus; il s'agit de l'Équateur, le Bandundu et le Sud Kivu. La ville-province de Kinshasa (42% de pauvres) est la moins pauvre du pays, suivi du Kasai Occidental et du Maniema (dans lesquelles on dénombre moins de 60% de pauvres). La province du Katanga (69%) est plus pauvre que les deux Kasai et le Maniema. Les mêmes disparités sont observées en sens inverse, en ce qui concerne la profondeur, la sévérité, la contribution à la pauvreté et le risque de tomber dans la pauvreté. Le diagnostic se base sur les analyses effectuées à partir des données de la phase III de l'enquête 1-2-3.<sup>19</sup> Partant de la ligne de pauvreté alimentaire, la ligne non alimentaire est dérivée en se basant sur les dépenses non alimentaires des ménages dont les dépenses alimentaires totales se situent dans un intervalle choisi autour de cette ligne de pauvreté alimentaire ( $\pm 10\%$ ). Les instruments traditionnels de mesure de la pauvreté (indices de Foster-Greer-Thorbecke) permettent de chiffrer trois indices de pauvreté: (1) l'incidence de la pauvreté (P0) qui traduit dans une population donnée la proportion des pauvres (en %), (2) la profondeur de la pauvreté (P1) qui constitue un indicateur d'intensité de la pauvreté, le fossé qui sépare les pauvres de non pauvres et permet d'estimer le financement nécessaire pour éliminer la pauvreté d'un coup dans des conditions de parfait ciblage de la pauvreté, et (3) la sévérité de la pauvreté (P2) qui mesure le degré d'aversion d'une société pour la pauvreté et mesure l'inégalité entre les pauvres.<sup>20</sup> Le taux de mortalité maternelle et infantile reste très élevé et le climat des affaires décourage les investisseurs du secteur privé.

### 4.2 L'ÉDUCATION

La situation de l'enseignement en RDC s'avère médiocre. Pour ne prendre que le développement du capital humain de la RDC, il est nettement en retard sur l'accroissement de la population et les besoins de plus en plus grand d'une économie moderne. Depuis plus d'une décennie, le système éducatif s'est dégradé. Si un grand nombre de diplômés d'université, généralement bien formés, a fait son apparition depuis l'indépendance, aujourd'hui l'enseignement fondamental et les services de la santé de base se sont appauvris quantitativement et qualitativement. Après avoir remporté la bataille de la quantité en ouvrant ses portes aux enfants congolais, l'école congolaise doit encore relever le défi de la qualité de son enseignement, dont les performances sont jugées les plus faibles de la planète.<sup>21</sup>

Dans certaines écoles de l'Etat congolais, les professeurs ne peuvent venir que trois fois par semaine parce qu'ils ne sont pas assez payés ou pas payés du tout et qu'ils doivent chercher à gagner leurs vies ailleurs. Au regard de la modicité des salaires des enseignants, les parents interviennent significativement dans le paiement des enseignants. La solidarité des parents pour la prise en charge des enseignants, par souci de voir leurs enfants aller à l'école, ne fait qu'empirer la situation. L'enseignant ne peut pas donner de mauvaises notes à un enfant dont le parent est l'un des bons payeurs, sans quoi l'école n'aura pas des nouveaux inscrits à la rentrée suivante ». Seule l'intervention de l'Etat pourra soulager les familles d'une charge financière trop lourde et garantir une réelle égalité dans l'accès à une éducation de qualité. Deux grands défis à relever. Il s'agit de l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la rétention des enfants après leur inscription à l'école. L'amélioration de la qualité de formation des enseignants, c'est-à-dire la formation initiale et la formation continue. Il y a aussi la redynamisation de l'inspection pédagogique. En RDC, 1 enfant sur 2 ne termine pas le cycle primaire. Le taux d'abandon des études est donc élevé.

<sup>19</sup> Document de la stratégie de croissance et de la réduction de la pauvreté de 2006

<sup>20</sup> Document de la stratégie de croissance et de la réduction de la pauvreté de 2006

<sup>21</sup> Kupelesa M., L'état de lieu de l'enseignement en RDC, disponible sur <http://www.pygmalion éducation.com> consulté le 12/08/2015

Il y a une forte déperdition scolaire entre la première année et la deuxième année du primaire d'une part et entre le primaire et le secondaire : 136% à 106% de taux de scolarisation entre les deux premières années et 71% à 51% entre le primaire et le secondaire.<sup>22</sup>

#### **4.3 LA BONNE GOUVERNANCE**

En termes de la bonne gouvernance, la République démocratique du Congo a beaucoup à apprendre. D'après les critères choisis par la Fondation «MO Ibrahim» pour évaluer le niveau de bonne gouvernance des pays africains, la République démocratique du Congo arrive en 50e position sur les 53 pays évalués. Le Tchad et la Somalie viennent juste après. Ce classement a été publié en 2011, et s'est fondé sur 86 indicateurs qui estiment la prestation de biens et de services publics. Il octroie une note de 32 sur 100 à la RDC. Un chiffre en dessous de la moyenne régionale de l'Afrique centrale, qui est de 39. L'indice est établi sur la base de la performance des pays dans quatre grandes catégories de gouvernance :

- la sécurité et la souveraineté du droit (souveraineté du droit, sécurité individuelle et nationale)
- la «participation» et les droits de l'Homme (droits des citoyens, parité homme-femme)
- le développement économique durable (gestion publique, environnement des entreprises, infrastructures, secteur agricole)
- le développement humain (protection sociale, enseignement, santé)
- La RDC occupe la dernière place en termes d'infrastructures (évaluées dans la catégorie «développement économique durable»).

Selon Mo Ibrahim, les conclusions de l'indice reflètent les exigences des jeunes en ce qui concerne la gestion de leur pays. «La réussite en matière de gestion économique et de développement humain ne pourra perdurer si le déficit démocratique persiste».

En effet, quelques années plus tard, la RDC gagne 4 places sur l'indice Ibrahim. Pour l'année 2014, la République démocratique du Congo à la 47ième place sur un classement de 52 pays, avec la note de 34.1%. Le rapport indique que le pays s'est amélioré de 0,8% en 5 ans, notamment dans le secteur socioéconomique, et qu'il accuse encore des faiblesses dans les secteurs de la sécurité et Etat de droit. La RDC a gagné quatre places par rapport à l'année 2013, où elle a été classée à la 51ème place. Elle talonne ainsi la Guinée-Bissau (33,2%), le Tchad (32,3%), l'Érythrée (29,8%), la RCA (24,8%) et la Somalie (8,6%). Île Maurice arrive en tête avec 81,7%, selon l'indice Ibrahim 2014.

La Fondation Mo Ibrahim exhorte la RDC à fournir encore fournir des efforts notamment dans les secteurs de la sécurité et de l'Etat de droit.<sup>23</sup>

Analysant ces données, constatons que lorsqu'on prend sécurité et Etat de droit, il y a une nette détérioration, puis on prend participation et droits humains, là aussi il y a une détérioration.

#### **4.4 LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

La situation sécuritaire en RDC est très alarmante. Depuis plus de 20 ans, l'est de la RDC vit des en conflit permanent et des cycles de guerre à répétition dont le bilan humanitaire laisse à désiré. Environ une trentaine de groupes armés sévissent toujours cette zone, malgré la présence des casques bleus. À l'heure actuelle, l'activisme Forces démocratiques alliées (ADF) et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui se fait plus remarqué. À cela, nous ajoutons la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et les Mai Mai qui sement la terreur entre Manono, Mitwaba et Pweto communément appelé triangle de la mort. Cette situation constitue un défi majeur d'autant plus qu'une vraie émergence d'une nation repose sur la paix et la sécurité.

---

<sup>22</sup>Kupelesa M., Art.cit. Consulté le 12/08/2015

<sup>23</sup>La bonne gouvernance en RDC » disponible en ligne [www.fondationibrahim](http://www.fondationibrahim) consulté le 30/09/2015

Après la levée de défis auxquels la RDC fait face, dans les lignes qui suivent, nous allons développer quelques considérations sur les stratégies.

## 5 STRATÉGIES DE CONDUITE DU CHANTIER DE L'ÉMERGENCE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Indiquons de prime abord, qu'il y a certains pays dont leurs économies présentaient les mêmes caractéristiques avec le RDC en 1960 mais répertoriés à l'heure actuelle dans le peloton des pays émergents. Nous avons les pays gagnants de la période 1960-2003, comme la Corée du Sud, le Botswana, la Malaisie, la Chine ou Maurice, ont mis en œuvre des stratégies hétérodoxes pour réaliser des performances, mêlant attraction des investissements étrangers, promotion active des exportations (y compris par la manipulation du taux de change et le maintien de plusieurs marchés de change au niveau interne, protection (par le biais de tarifs et d'éléments non tarifaires) et subvention des industries locales, encouragement des PME ou des grandes entreprises, etc. Et, il est difficile de trouver, parmi la palette d'instruments, une recette simple permettant de trouver des clés de succès universelles.<sup>24</sup> Pour la République démocratique du Congo, quelques stratégies sont développées ci-dessous :

### 5.1 LUTTER CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETÉ

La République démocratique du Congo doit comprendre qu'elle ne doit rien attendre d'une population traumatisée et paupérisée par des guerres, des tueries et des injustices sociales. À l'instar du Brésil qui sur la scène internationale occupe une place stratégique grâce à son économie florissante, lui offrant l'image d'une puissance émergente de l'hémisphère sud, la RDC doit miser son premier combat contre la faim. Ce combat doit garantir le droit fondamental de chaque congolais à l'alimentation, de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de limiter la pauvreté extrême. Le secteur de l'agriculture est à mettre en œuvre. La RDC doit mettre l'accent sur une agriculture intensive et mécanisée, en favorisant la promotion des petits agriculteurs pour prendre chaque contrée vaste territoire national autosuffisante sur le plan alimentaire. Cela permettra à chaque famille de vaincre le fléau de la faim, une façon de favoriser l'agriculture familiale.<sup>25</sup>

Un rattrapage industriel s'impose. L'industrie est le moteur de l'émergence. En interrogeant l'histoire, nous avons découvert qu'il y avait une amorce industrielle depuis l'époque coloniale. On pouvait remarquer 9600 industries dans les différents secteurs au sortir des indépendances. Aujourd'hui, nous avons moins de 300 industries hors le secteur extractif et 150 industries après analyses sont viables. Cela est dû au fait qu'une importance relative, mieux faible du secteur extractif dans le produit intérieur brut et aussi dans le budget de l'Etat où on en est à 7%. C'est un désastre, car lorsqu'on sait que la croissance réellement inclusive, n'est possible qu'à partir du moment où les chaînes de valeurs de production, les intégrations verticales et horizontales sont respectées et tout cela passe par un processus de rattrapage industriel et de redressement productif. Sans la croissance industrielle viable, il n'y a pas de croissance inclusive. Il faudrait retrouver les 9600 industries, les identifier en définissant une cartographie des industries qui ont existé. Connaitre leurs histoires économiques et voir comment les remettre à flot et lancer la dynamique. Il faut de ce fait établir un business plan de redressement et trouver les repreneurs avec un certain nombre d'incitants. L'émergence des nouveaux capitaines d'industries made in Congo donnera aussi un élan majeur.<sup>26</sup>

### 5.2 INSTAURER UN LEADERSHIP DIFFÉRENT ET RESPONSABLE

Un modus opérandi est à noter quant à l'instauration de ce leadership :

- a. L'objectivité dans les nominations et promotions des cadres appelés à diriger les grandes structures de l'État et les entreprises du portefeuille. Cette objectivité trouve son soubassement dans l'éthique, la moralité et les compétences techniques ;
- b. Adhérer à l'idéal du changement par une nouvelle culture de gestion des biens publics. Il est inacceptable de voir la RDC enlisée dans une crise endémique de gouvernance et de leadership aux conséquences dramatiques. La RDC n'est pas un

<sup>24</sup> Moubarack LO., « Une théorie de l'émergence économique des nations » disponible en ligne sur

<sup>25</sup> Kamerhe V., *les fondements de la politique transatlantique de la République démocratique du Congo*, Belgique, Larcier, 2011, p194

<sup>26</sup> Informations tirées de la communication du ministre de l'industrie Germain KABINGA lors des journées Katanga Business Meeting à Lubumbashi à l'esplanade du bâtiment du 30 juin en juin 2015

modèle de « bonne gouvernance » ; on peut même parler de « mauvaise », voire « d'absence de gouvernance » débouchant sur la déliquescence de l'État. Cette situation met les populations à la merci d'aventuriers locaux et étrangers de tout acabit : seigneurs de guerre, trafiquants négociants avec les maîtres du terrorisme international et des crimes organisés. Il faut de ce fait mettre en œuvre un leadership avéré et une gouvernance légitime et responsable dans un cadre d'un projet de société porteur du développement. Notons par ailleurs que les États modernes sont aujourd'hui comme tel, c'est en respectant les standards qui intègrent une gestion orthodoxe des biens et finances publics ainsi que la transparence de la gestion publique qu'assument les principes de l'évaluation périodique, du contrôle par le peuple de ses représentants et de la séparation des pouvoirs.<sup>27</sup>

- c. Renforcer le fonctionnement harmonieux des institutions publiques en vue de rendre plus aptes à répondre aux attentes des populations pour l'amélioration des conditions de vie et l'instauration d'une économie au service du citoyen. Dans ce même ordre d'idées, indiquons que les conditions de vie de tout homme sont liées à son accès aux services sociaux et existentiels que sont essentiellement : la nourriture l'eau et l'électricité, l'éducation, les soins de santé, le logement, la justice sociale et distributive, les loisirs.
- d. La promotion du statut de la femme et de l'éducation de la jeunesse sont des éléments indispensables. Favoriser l'éducation de la jeunesse permettra de répondre aux défis du développement durable, intégral et intégré, laquelle exige une mobilisation et une implication. Il faut de ce fait une bonne politique de création d'emplois pour les jeunes qui sortent nombreux des universités, instituts supérieurs et écoles professionnelles.<sup>28</sup>

### **5.3 LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, COMME PRÉALABLES PRIMORDIALES**

Pour une émergence politique et économique paisible, la paix et la sécurité, figurent parmi les éléments qui constituent la clé de voute pour cette dernière. Nous avons d'une part, la recherche de la paix et la sécurité intérieures sur toute l'étendue du territoire national et, d'autre part, la paix et la sécurité extérieures avec tous les neuf pays voisins. Parlant de la paix avec les voisins, particulièrement dans la région des grands lacs, une construction de paix devrait tabler sur l'engagement de tous (pays des grands lacs) à coopérer à la recherche d'une résolution partagée. Empruntant les mots du professeur Philippe Biyoya, une conscience de solidarité régionale et un effort de travailler ensemble à gérer les menaces communes à la paix de chaque Etat de la région par une approche commune de politique, de sécurité régionale permettra de réussir les conditions de paix durable. Pour ce faire, poursuit-il, le renouveau national remettra en jeu le débat sur la nature de l'Etat approprié au nouveau contexte attendu. La paix nationale des États de la Région dépendra donc de la mise à mort de l'Etat prétorien qui dans le contexte comme celui de la RDC pourrait impliquer la démilitarisation du leadership politique et par conséquent la reconsidération de la prééminence accordée à la restructuration et à la formation d'une nouvelle armée républicaine intégrée.<sup>29</sup>

Dans la praxis des relations internationales, ce sont les intérêts et non les sentiments qui priment. Une singularité aux intérêts nationaux devrait être de mise avant les intérêts régionaux ou internationaux. Nonobstant, il faut une synergie entre les trois ! Nous estimons à cet effet, qu'un pays comme la RDC devrait rediriger ses besoins de défense vers la protection de ses ressources naturelles. C'est le cas actuellement pour l'Angola, qui ne cesse de croître de manière fulgurante ses dépenses militaires depuis 2010 en vue de développer la sécurité pour protéger les ressources naturelles, la sécurisation de ses zones pétrolifères et minières.<sup>30</sup> Dans cette lancée, la constitution et l'emploi d'une armée républicaine, suppose la recomposition du paysage géostratégique de la République démocratique du Congo ; car il s'agit d'une praxéologie c'est-à-dire un système de pensée pour l'action. Son approche est fonctionnelle parce qu'il s'agit de faire et non de décrire. Tant et si bien que le redécoupage géostratégique militaire de la République démocratique du Congo, dont l'enjeu est de sortir de la logique

---

<sup>27</sup> Kamerhe V., *Op.cit.*, p194

<sup>28</sup> Kamerhe V., *Op.cit.*, p. 194

<sup>29</sup> Biyoya Makutu P., *La spirale des guerres de l'est de la RDC : les moyens d'y mettre fin et de transformer le contexte*, IPRIS, Kinshasa, 2014, pp.22, 23

<sup>30</sup> Sabrina Lesparre et Luc Mampaey, *Dépenses militaires, Production et transferts d'armes*, Compendium 2013, rapport, GRIP 2013/4)

statique des régions militaires pour basculer sur la dynamique des commandements militaires autour d'un polygone des zones de sécurité et des zones de vulnérabilités.<sup>31</sup>

Il ne suffit pas de créer une armée républicaine, encore faut-il doter cette armée d'une politique de défense adaptée aux menaces et vulnérabilités qui risquent d'hypothéquer l'avenir de la République. Car un Etat qui n'élabore pas un concept de défense adopté à ses besoins, à ses potentialités, manquant à sa mission principale et se condamne à la soumission, peut être à la disparition.<sup>32</sup> Par conséquent, la stratégie de défense adaptée à l'immensité spatiale d'un sous-continent qu'est la République démocratique du Congo, soit 2345000 Km<sup>2</sup>, est la stratégie de projection des forces sur les théâtres d'opération interne, en fonction des menaces réelles ou potentielles, selon les scénarios préétablis. Il s'agit d'une politique de mobilisation et de disponibilité des hommes, des systèmes d'armes, de logistique sur l'ensemble des points sensibles du territoire congolais reconquis militairement mètre par mètre, vallée après vallée, fleuve après affluents, collines après montagnes, cuvette après lac, forêt après savane, jusque aux confins de neuf frontières.<sup>33</sup>

Tout cela pourra être possible que si la RDC à l'instar de l'empire du milieu se forge une identité partant de sa longue et riche histoire. Elle qui autre fois durant la moitié de la deuxième république exerçait une prééminence en Afrique Centrale s'est vue dépecée par ses voisins, doit relever sa tête pour bien retrouver sa place. Constatant son potentiel tentaculaire, la RDC devra démontrer qu'elle n'est plus un tigre en papier mais doit se faire sentir à qui veut bien l'écouter. Bien entendu, ce pays qui veut émerger et qui émerge déjà, doit utiliser ses ambitions qui heurtent bien sur les intérêts des occidentaux et de ses voisins qui déjà partagent la crainte de voir se bâtir une puissance émergente capable d'embraser le développement non seulement de ses voisins mais de l'Afrique toute entière. La pensée de Franz FANON tombe bien, lorsqu'il dit que l'Afrique est comme un revolver dont la gâchette se trouve en RDC. Et la reconstruction d'un géant va naturellement peser lourd dans les relations internationales. Misant son ascension sur la centralité géopolitique, la RDC doit faire résider sa force dans sa structure identitaire, dans sa capacité de se reformer à l'identique après un effondrement.

#### 5.4 UN NOUVEL ETAT POUR LA RDC (INVENTER L'ETAT)

Pour postuler l'émergence, la RDC devrait se tenir debout sur ses deux jambes et prendre appui sur sa colonne vertébrale que serait un Etat fort, entreprenant et agissant, pour reprendre les mots de Nicolas Sarkozy. Elle doit revendiquer à l'espace et au temps un rôle ou une responsabilité et les principes de sa gouvernance politique, économique ou sociale doivent s'inspirer du poids des responsabilités qu'elle se réclamerait en Afrique Centrale et dans le monde. L'Emergence économique est une affaire d'Etat. C'est l'Etat qui décide à travers ses politiques économiques de se donner une identité économique réelle et visible dans le système économique mondial, par l'amélioration de sa position dans la division internationale du travail. Ce choix est avant tout celui de la doctrine du libéralisme économique. Mais comme le libéralisme, s'impose désormais à tous, l'Etat choisirait l'approche, la méthode ou la voie d'insertion.<sup>34</sup>

La caractéristique principale de la mondialisation est le flux des biens, des personnes, des technologies, des communications, des capitaux, des religions, des valeurs, des violences etc. Celui-ci a bousculé, voire anéanti les repères du monde finissant, plongeant les peuples de la terre dans un abîme de perplexité. Mais, qui dit mouvement, dit incertitude sur le résultat de l'action humaine qu'elle émane des pays industrialisés ou des pays en développement, en témoignent l'éclatement de la bulle financière et boursière (effondrement des start-up) ; la faillite des entreprises (grandes et petites) ; l'échec des plans d'ajustement structurels et des privatisations ; la montée en puissance des violences politiques et leur flot de corruption, de pillage des ressources, d'autoritarisme et des coups d'Etat, etc.

Moralité, nul n'étant assuré de gagner ou de perdre à tous les coups, la mondialisation peut être une chance pour les congolais, à condition que le pilotage de leur destin collectif (qui est l'œuvre des hommes et des femmes investissant leur champ d'action historique, à la lumière de leur projet de société), soit librement confié à un acteur primordial ou leadership éclairé. Or, privées d'Etat vraie depuis qu'ils ont perdu l'initiative historique (leur modèle de l'Etat et de projet de société démocratique) dans le choc des civilisations avec la traite négrière, la colonisation et la post-colonisation les congolais

<sup>31</sup> Mwayila T., la RDC et son armée : Quel type d'armée, quelle taille et quelle stratégie de défense, tiré de <http://www.congoforum.be/fr/analysedetail.asp?id=32279> consulté le 10/04/2014

<sup>32</sup> Mwayila T., Art.cit

<sup>33</sup> Lesparre S. et Mampaey L., Dépenses militaires, Production et transferts d'armes, Compendium 2013, rapport, GRIP 2013/4)

<sup>34</sup> Biyoya Makutu P., "Les Enjeux et conditions politiques de l'émergence économique de la République Démocratique du Congo" in le potentiel, publié le 12 juin 2014 tiré sur [www.lepotentielonline.com](http://www.lepotentielonline.com) consulté le 15/03/2015

comme les autres africains ont également perdu la maîtrise de leur propre destin et chemin faisant, elles ne peuvent pas, à l'échange, peser sur le destin du monde (2% du commerce international). Pour changer la donne politique, il est urgent de les doter, au préalable, de l'Etat en tant que manager stratégique d'une communauté politique et d'un projet de société démocratique, capable de réveiller les intelligences et rassembler les dévouements. Car, à l'ère de la mondialisation, l'avenir et la performance n'appartiennent qu'aux décideurs qui prennent les risques, gèrent d'une manière optimale les ressources rares (naturelles et humaines), parient sur la créativité et l'innovation de leur outil conceptuel, politique, économique, social, culturel, technologique, industriel, communicationnel, etc.

Autrement dit, c'est au « sommet de la montagne qu'il faut se frayer le chemin », dit un proverbe congolais. Les sociétés africaines doivent, si elles veulent garantir leur existence, épouser la logique de la mondialisation, c'est-à-dire la logique de champ de bataille où ne vivent que ceux qui luttent et où ne sont respectés que les décideurs dont on peut redouter « l'agressivité » joliment appelée « la concurrence ». En effet, valorisant la maxime selon laquelle « les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts », la mondialisation bannit l'idée d'amitié ou de mendicité, que celle-ci soit l'œuvre d'un individu ou d'un Etat, la contradiction des intérêts étant gérée par la diplomatie ou par la force.<sup>35</sup>

D'autant qu'appréhendée comme l'ensemble d'activités d'une collectivité humaine relatives à la production, à la consommation et à la redistribution des biens et services constitutifs de la richesse nationale, l'économie n'est pas une fin en soi. Elle prend corps et signification dans la communauté politique et le projet de société démocratique la sous-tendant, en vue de satisfaire dans la durée, les besoins élémentaires des membres de cette communauté de destin. En effet, aucun corps social ne peut exister et se donner à voir durablement, s'il n'est pas capable de satisfaire les besoins primaires de ses membres tels que manger, boire, se vêtir, se loger, se soigner etc.<sup>36</sup>

À cet effet comme l'a proposé Tshiyembe, la refondation du pacte démocratique ou de la démocratie de proximité est très salutaire comme antidote à tous les balbutiements que vit la RDC. Fondé sur le néo-libéralisme tropical consacrant l'autonomie de gestion des gouvernements locaux des provinces, des communes et des chefferies traditionnelles, le nouveau pacte démocratique est une alliance pour un pouvoir de proximité correspondant à une triple fragmentation de l'espace politique :

- ✓ fragmentation humaine (pouvoir des ethnies et pouvoir des citoyens)
- ✓ fragmentation géopolitique (pouvoir du centre et pouvoir de la périphérie)
- ✓ fragmentation éthique (morale de conviction et morale de responsabilité), cette dernière consacrant la subsidiarité ou l'autonomie de décision à chaque niveau hiérarchique. Quant à la nouvelle gouvernance, elle est la capacité d'agir ensemble mobilisée par les ethnies et les citoyens pour faire face aux enjeux et défis qui pèsent sur le destin commun. Elle se définit comme la pensée et l'action exercées sur la pensée et l'action des hommes par d'autres hommes, pour autant que ceux-ci demeurent libres et responsables de leurs choix rationnels, c'est-à-dire capables, d'accepter ou de refuser ce qui leur est proposé.

Partant de ce critère, il y a lieu de constater que l'Afrique noire, particulièrement la RDC ignore la culture de la gouvernance en dépit de la pseudo- démocratisation des années 90, car les nouvelles institutions et les nouvelles normes juridiques flottent sur le corps social sans jamais le pénétrer. Elles sont dépourvues de sens pour la majorité des peuples et des citoyens, à cause de la prégnance chez les élites occidentalisées, de la culture de la traite négrière et de la colonisation (le bonheur et le malheur ne viennent que de l'étranger). En effet, l'esclavage déguisé pratiqué à l'ombre des pseudo-Etats de droit (confiscation des revenus des fonctionnaires et agents de l'Etat par le non-paiement des salaires ; la spoliation des biens privés sans indemnisation ; la corruption et la concussion ; la violation systématique des droits de l'homme et des peuples ; les massacres, les viols et les pillages des ressources etc.), établit une relation de domination et non une relation de pouvoir, en dépit des plébiscites électoraux.

En d'autres termes, la culture de la gouvernance est l'antidote de la culture de règne prise par les élites africaines, d'après laquelle l'Etat est essentiellement un pouvoir qui commande et jamais une équipe qui travaille et rend compte de sa gestion à la société à intervalle régulière, avec la possibilité légale d'approbation ou de rejet, sans recours à la violence. Alors,

---

<sup>35</sup>Mwayila T., *Réinvention de l'Etat et régulation économique en Afrique noire : défi de la nouvelle gouvernance à l'ère de la mondialisation*, une des parties de la réflexion sur l'invention et la refondation de l'Etat en RDC, sous la direction de Ka mana, 2012, pp.100-106

<sup>36</sup>Mwayila Tshiyembe, *op.cit.*, pp.100,106

de cette recombinaison du paysage politique africain émergent deux types de gouvernance : la gouvernance directe et la gouvernance indirecte.<sup>37</sup> A cela il faut ajouter que la stabilité politique et institutionnelle suppose un état de droit, une Justice pour tous et un large consensus politique permettant le règlement des différends et conflits par la voie judiciaire et celle du dialogue.

### 5.5 LE CAPITAL HUMAIN COMPÉTITIF

Le capital humain est un atout de taille tant pour la production que la consommation. Un autre facteur de puissance (relative) de la RDC. Pour le spécialiste des relations internationales, Hans Morgenthau, une population nombreuse est un atout de la puissance d'un État par le fait qu'aucun pays ne peut prétendre rester ou devenir une puissance de premier plan s'il ne fait partie des nations les plus peuplées de la terre. Mais il ne s'agit que d'un attribut parmi d'autres, la taille du territoire et la dynamique économique, entre autres, jouent également un rôle important. Des conditions que remplissent potentiellement la RDC. Toutefois, il doit être bien formé pour être qualifié et compétitif. En outre, il doit être en bonne santé. Or, les insuffisances constatées dans la qualité de l'enseignement et des soins de santé dispensés nous indiquent les défis à relever.

### 5.6 ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE ET ÉMERGENCE SOCIALE

L'homme devant être au début et à la fin du développement, pour paraphraser Léopold S. Senghor, le concept d'émergence ne peut être uniquement appréhendé sous l'angle économique. Les citoyens d'un pays qui émerge doivent sentir dans leur vie quotidienne que leur bien-être s'améliore et que des opportunités nouvelles d'éducation, de santé, d'emplois et de revenus se présentent pour eux. L'émergence doit ainsi être également sociale. Inversement, l'émergence économique ne peut être durable que si certains pré-requis sont satisfaits dans le domaine social. Il est désormais universellement admis que la qualité du capital humain (une population éduquée, bien nourrie et en bonne santé) est un des facteurs les plus déterminants de la croissance économique, surtout dans le nouvel environnement de la mondialisation où le savoir et le savoir-faire jouent un rôle central dans la hausse de la productivité des économies. Les calculs réalisés par la Banque Mondiale et par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), comparant d'une part l'évolution respective du PIB par tête et du taux de pauvreté et, d'autre part le PIB par tête et l'Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) de différents pays pour une année donnée, montrent que la corrélation est souvent établie entre les variables de croissance économique et celles de pauvreté. En d'autres termes, la République démocratique du Congo doit améliorer ses indices sociaux au fur et à mesure qu'il s'enrichit. Mais il ne s'agit point de causalité puisque le classement des pays en termes de pauvreté humaine ne suit pas rigoureusement celui établi à partir des niveaux de revenu par tête. La qualité de la politique menée en termes de redistribution des fruits de la croissance compte aussi dans l'impact réel du dynamisme économique sur le niveau de vie des pauvres.

## 6 CONCLUSION

Parler de l'émergence de la RDC à l'ère de la mondialisation, pendant que l'État de celle-ci pose des problèmes de son être et de sa signification, nous plonge dans la réflexion qui se veut une attraction à l'invention d'un État pour la RDC, condition essentielle pour prétendre réussir le projet de l'émergence qui anime actuellement les dirigeants congolais. Nous ne pouvons-nous permettre en aucun cas laisser vivre l'amateurisme et le laxisme dans la vision de la conception de l'État. Nous devrions plutôt mobiliser les intelligences et les valeurs dans l'accomplissement du développement de la République démocratique du Congo en plus, il sera question de forger les institutions démocratiques solides à la taille d'un pays qui postule son émergence. La nécessité d'une bonne gouvernance générale de l'État au sens large, tant au plan politique, qu'économique, social, militaire, sécuritaire et diplomatique. L'optimisation de la mobilisation des ressources financières et la lutte contre l'évasion fiscale, la corruption et l'impunité, l'établissement des priorités et de la cohérence des politiques entre tous les secteurs clés retenus, ainsi que le maintien des objectifs globaux retenus grâce à des indicateurs de performance et des mécanismes de suivi-évaluation à mettre en place.

<sup>37</sup>Mwayila Tshiyembe, *Op.cit*, p.77

## REFERENCES

- [1] Biyoya Makutu P., La spirale des guerres de l'est de la RDC : les moyens d'y mettre fin et de transformer le contexte, IPRIS, Kinshasa, 2014.
- [2] Esambu Matenda J.B.G., Conflits identitaires et enjeux économiques internationaux dans la région des grands lacs, Paris, l'Harmattan, 2014.
- [3] Hegel G.W.F., Principes de la philosophie du droit, 1820.
- [4] Kamerhe V., les fondements de la politique transatlantique de la République démocratique du Congo, Belgique, Larcier, 2011.
- [5] Mwayila T., Réinvention de l'Etat et régulation économique en Afrique noire : défi de la nouvelle gouvernance à l'ère de la mondialisation, une des parties de la réflexion sur l'invention et la refondation de l'Etat en RDC, sous la direction de Ka mana, 2012.
- [6] Moubarack LO, Formulation de la vision, des objectifs généraux et spécifiques ainsi que les résultats attendus pour atteindre le niveau d'émergence économique et sociale, Dakar, Sénégal, 2012
- [7] Document de la stratégie de croissance et de la réduction de la pauvreté de 2006
- [8] Tshimpanga M K., Théories Et Doctrines Des Relations Internationales, Notes de cours de troisième graduat Relations Internationales, Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives, UNILU, Année académique 2014-2015.
- [9] Dictionnaire du commerce international, « Définition de pays émergent » disponible en ligne sur <http://www.glossaire-international.com> consulté le 30/06/2015 à 19h 49'
- [10] Biyoya Makutu P., "Les Enjeux et conditions politiques de l'émergence économique de la République Démocratique du Congo" in le potentiel, publié le 12 juin 2014 tire sur [www.lepotentielonline.com](http://www.lepotentielonline.com) consulté le 15/03/2015
- [11] Kupelesa M., L'état de lieu de l'enseignement en RDC, disponible sur <http://www.pygmalioneducation.com>
- [12] La bonne gouvernance en RDC » disponible en ligne [www.fondationibrahim.com](http://www.fondationibrahim.com) consulté le 30/09/2015
- [13] Mobateli A., « le Sénat stigmatise la pauvreté omniprésente et la misère sociale en RDC » disponible en ligne sur [www.depeche.com](http://www.depeche.com) , publié le samedi 15 mars 2014 12:59, consulté le 28/09/2015
- [14] Moubarack L.O, « l'émergence économique des nations: définition et mesure », disponible en ligne sur [www.afdb.org](http://www.afdb.org) consulté le 26/06/2015
- [15] Regragui, I. Editorial. Perspectives Internationales, avril-septembre 2012, n° 2.
- [16] Ruet J., « L'émergence est une économie politique. Vers une économie politique comparée de l'industrialisation et de la globalisation industrielle en Chine et en Inde. », Revue internationale de politique comparée 3/2011 (Vol. 18)
- [17] Walt W. R., « les étapes du développement économique », Paris, Seuil, 1960, p.25
- [18] « Situation économique et sociale de la RDC» disponible en ligne sur [www.investindrc.cd/fr/spip.php](http://www.investindrc.cd/fr/spip.php) consulté le 12/05/2015
- [19] Sabrina Lesparre et Luc Mampaey, Dépenses militaires, Production et transferts d'armes, Compendium 2013, rapport, GRIP 2013/4)